CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 54.326/2
du 13 novembre 2013

sur

un projet d'arrêté royal 'déterminant les services de l'Administration générale des douanes et accises dans lesquels l'exercice d'une fonction peut requérir une vérification de sécurité'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 54.326/2
van 13 november 2013

over

een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de diensten bij de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen waar de uitoefening van een functie afhankelijk wordt gesteld van een veiligheidsverificatie'

Le 17 octobre 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'déterminant les services de l'Administration générale des douanes et accises dans lesquels l'exercice d'une fonction peut requérir une vérification de sécurité'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 13 novembre 2013. La chambre était composée de Yves KREINS, président de chambre, Pierre VANDERNOOT et Martine BAGUET, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Jacques ENGLEBERT, assesseurs, et Bernadette VIGNERON, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc PAQUET, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 novembre 2013.

*

Op 17 oktober 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de diensten bij de Algemene Administratie van de Douane en Accijnzen waar de uitoefening van een functie afhankelijk wordt gesteld van een veiligheidsverificatie'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 13 november 2013. De kamer was samengesteld uit Yves KREINS, kamervoorzitter, Pierre VANDERNOOT en Martine BAGUET, staatsraden, Christian BEHRENDT en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Bernadette VIGNERON, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 november 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

EXAMEN DU PROJET

1.1. Dans l'avis 46.636/2 donné le 3 juin 2009 sur un projet d'arrêté royal 'fixant les conditions particulières d'admissibilité pour le personnel nécessaire pour l'organisation et la mise en œuvre de la prise en charge neutre des appels à destination des centrales d'alarme 100, 101 et 112', le Conseil d'État a fait observer ce qui suit :

> « L'arrêté en projet a pour objet de prévoir la réalisation d'une vérification de sécurité préalablement à l'exercice de la fonction de calltaker dans les centrales d'alarme 100, 101 et 112 et de fixer la fréquence selon laquelle cette vérification de sécurité sera opérée, à savoir tous les 5 ans.
>
> Ce faisant, l'auteur du projet se place dans la ligne des articles 22*quinquies* et 22*sexies* de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité.
>
> L'article 22*quinquies* dispose plus particulièrement :
>
> - d'une part, que la vérification de sécurité peut être réalisée préalablement 'pour autoriser l'exercice d'une profession, d'une fonction, d'une mission ou d'un mandat, pour autoriser l'accès à des locaux, bâtiments ou sites, ainsi que pour l'obtention d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation' ;
>
> - d'autre part, que la décision de recourir à une vérification de sécurité ne peut être prise que 'lorsque l'exercice d'une profession, d'une fonction, d'une mission, d'un mandat ou l'accès à des locaux, des bâtiments, des sites, ou la détention d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation peut, par un usage inapproprié, porter atteinte à la défense de l'intégrité du territoire national et des plans de défense militaire, à l'accomplissement des missions des forces armées, à la sûreté intérieure de l'État, y compris dans le domaine de l'énergie nucléaire, à la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel, à la sûreté extérieure de l'État et aux relations internationales de la Belgique, au potentiel scientifique et économique du pays, à la sécurité des ressortissants belge à l'étranger ou au fonctionnement des organes décisionnels de l'État'.
>
> L'autorité administrative ne peut décider de faire réaliser une vérification de sécurité, que pour autant qu'il soit satisfait aux conditions énumérées par l'article 22*quinquies* de la loi 11 décembre 1998, précitée. L'autorité administrative se doit par ailleurs de motiver la décision qu'elle prend et de la porter à la connaissance de l'autorité visée à l'article 15 de cette même loi du 11 décembre 1998 ainsi que des personnes concernées et ce, 'au plus tard au moment où elles se portent candidates à une profession, une fonction, une mission ou un mandat, ou introduisent une demande d'accès à des locaux, bâtiments ou sites, ou pour l'obtention d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation'.

Il en résulte qu'une autorité administrative qui décide de recourir à une vérification de sécurité doit, pour ce faire, respecter l'article 22*quinquies* de la loi du 11 décembre 1998 précitée.

Toutefois, rien ne s'oppose à ce qu'un texte réglementaire prévoie que l'autorité administrative est dorénavant tenue, pour une fonction déterminée, de demander cette vérification de sécurité. Cependant, dans une telle hypothèse, il appartient à l'auteur du projet d'être mesure de pouvoir justifier que, pour chaque fonction concernée, les conditions auxquelles la décision de recourir à une telle vérification est subordonnée, sont réunies. Par ailleurs, cette justification ne dispensera pas l'autorité administrative de devoir motiver chaque décision transmise à l'autorité visée par l'article 15 de la loi du 11 décembre 1998 précitée.

En outre, l'attention de l'auteur du projet est attirée sur le fait que l'article 22*sexies*, § 2, alinéa 1er, de la loi du 11 décembre 1998, précitée, permet à l'autorité visée à l'article 15 de cette même loi de 'refuser de donner suite à une décision d'exécuter les vérifications de sécurité lorsqu'elle est d'avis que ces vérifications ne sont pas justifiées par un des intérêts visés [...] [à l'article] 22*quinquies*, § 1er, alinéa 1er'. L'adoption d'un arrêté royal qui prévoit le recours systématique à une vérification de sécurité ne privera pas l'autorité visée à l'article 15 de la loi du 11 décembre 1998, précitée du pouvoir d'appréciation que lui octroie ainsi l'article 22*sexies*, § 2, alinéa 1er, de cette même loi.

Si l'auteur du projet maintient son intention de prendre un arrêté en la matière, il peut tout au plus prévoir que l'autorité administrative doit demander une vérification de sécurité préalablement à l'exercice de la fonction de calltaker.

Par ailleurs, il veillera à articuler correctement le dispositif du projet avec celui des articles 22*quinquies* et 22*sexies* de la loi du 11 décembre 1998, précitée.

Il doit en conséquence adapter :

- l'article 2 du projet, en ce que celui-ci ne peut conditionner l'accès à la fonction de calltaker à l'obtention d'un avis de sécurité positif, et partant, à la réalisation d'une vérification de sécurité préalable par l'autorité visée à l'article 15 de la loi du 11 décembre 1998, précitée, dès lors que celle-ci est en mesure, en application de l'article 22*sexies*, § 2, de cette même loi, de considérer, au cas par cas, que la décision de l'autorité administrative ne répond pas aux motifs admissibles aux termes de l'article 22*quinquies* ;

- l'article 3 du projet, en ce qu'il fait référence de manière récurrente à un avis de sécurité positif, dès lors que l'autorité visée à l'article 15 de la loi du 11 décembre 1998, précitée, peut refuser de donner un avis.

En ce qui concerne les agents occupés sous contrat de travail, l'article 5 du projet ne peut avoir pour seul objectif que de prévoir la possibilité du recours à une vérification de sécurité également pour cette catégorie de travailleurs. Un avis de sécurité négatif ne pourra donc constituer un motif de rupture sans indemnité de la relation de travail, les règles du droit commun des contrats en matière de licenciement trouveront en effet à s'appliquer.

C'est sous réserve de ces observations générales que sont formulées les observations particulières qui suivent ».

La même observation vaut *mutatis mutandis* pour le présent projet.

1.2. Les considérants suivants de l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 151/2006 du 18 octobre 2006 précisent également la portée des articles 22*quinquies* et 22*sexies* de la loi du 11 décembre 1998 'relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité' :

« B.9.1. S'il est vrai que le pouvoir d'appréciation donné à toute autorité administrative en matière d'avis de sécurité est conçu largement, il n'est nullement illimité.

B.9.2. En premier lieu, l'article 22*quinquies* précise, dans son alinéa 2, les cas dans lesquels il peut être recouru à une vérification de sécurité en vue de l'obtention d'un avis de sécurité. Cela ne s'avère possible que lorsque l'exercice d'une profession, d'une fonction, d'une mission, d'un mandat ou l'accès à des locaux, des bâtiments ou des sites, ou la détention d'un permis, d'une licence ou d'une autorisation peut, par un usage inapproprié, porter atteinte à la défense de l'intégrité du territoire national et des plans de défense militaire, à l'accomplissement des missions des forces armées, à la sûreté intérieure de l'État, y compris dans le domaine de l'énergie nucléaire, à la pérennité de l'ordre démocratique et constitutionnel, à la sûreté extérieure de l'État et aux relations internationales de la Belgique, au potentiel scientifique et économique du pays, à la sécurité des ressortissants belges à l'étranger ou au fonctionnement des organes décisionnels de l'État.

B.9.3. Il ressort ensuite de l'alinéa 3 du paragraphe 1er de la disposition attaquée que l'autorité administrative doit motiver sa décision et la porter à la connaissance des personnes concernées.

L'autorité de sécurité peut, conformément à l'article 22*sexies*, § 2, refuser d'exécuter une demande de vérification lorsqu'elle considère que la demande n'est pas justifiée par un des intérêts visés à l'article 22*bis*, alinéa 2, ou à l'article 22*quinquies*, § 1er, alinéa 2, ces deux conditions constituant, comme le confirme l'exposé des motifs, 'un obstacle sérieux aux éventuelles demandes inconsidérées' (*ibid.*, p. 25).

B.9.4. Enfin, un recours est ouvert devant l'organe de recours non seulement pour la personne titulaire d'un avis de sécurité négatif (article 4, § 3, de la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité, modifié par la loi du 3 mai 2005 modifiant la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations de sécurité), mais également pour toute personne justifiant d'un intérêt à attaquer la décision préalable demandant un avis de sécurité (article 12 de la loi du 11 décembre 1998 portant création d'un organe de recours en matière d'habilitations, d'attestations et d'avis de sécurité).

B.9.5. L'ingérence dans la vie privée par le système des avis de sécurité entrepris n'est donc pas disproportionnée au but légitime que poursuit le législateur en matière de sécurité. Ce système répond aux exigences de prévisibilité et de nécessité requises que le législateur doit respecter lorsqu'il limite l'exercice du droit à la vie privée tel qu'il est garanti par l'article 22 de la Constitution ».

2. L'article 2 prévoit que :

> « [l]orsque l'Autorité Nationale de sécurité a décidé que la vérification de sécurité se justifie pour l'octroi d'une fonction dans un service mentionné à l'article 1er, alinéa 2, l'obtention d'un avis de sécurité positif constitue une condition d'admissibilité au sens de l'article 17, § 2, de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le Statut des agents de l'État' ».

Il s'ensuit que :

- il n'appartient plus au Président du Comité de direction de décider si les lauréats d'une sélection comparative doivent posséder un avis de sécurité positif ;

- il n'est pas concevable de permettre à l'intéressé de débuter son stage, dès lors que la possession d'un avis de sécurité est une condition d'admissibilité.

L'article 3 du projet doit donc être omis.

Une observation analogue vaut pour l'article 4.

3. Les articles 7 à 9 prévoient que, lorsqu'un avis de sécurité doit être « prolongé », que soit cet avis est négatif (sans exercice du recours de la part de l'agent concerné ou après le rejet de ce recours en cas d'exercice de celui-ci), soit l'agent ne souhaite pas être soumis à une vérification de sécurité ou ne donne pas son accord à celle-ci, et qu'un avis positif constitue une condition d'admissibilité à la fonction exercée par l'intéressé, celui-ci est démis d'office, l'autorité ayant la faculté, sans obligation, d'offrir à l'agent un emploi dans un autre service du SPF Finances que celui pour lequel l'avis de sécurité a été sollicité.

Compte tenu des principes en jeu, spécialement ceux résultant du droit au respect de la vie privée et l'obligation pour l'autorité de ne pas discriminer les personnes concernées par rapport à celles qui exercent au sein de l'administration des fonctions ne nécessitant pas de vérification de sécurité, il n'est pas admissible qu'un avis négatif, un souhait de ne pas être soumis à une vérification de sécurité ou un refus d'y être soumis entraîne nécessairement la démission d'office de l'intéressé, ce qui rompt la relation entre celui-ci et l'administration, sous la seule réserve d'une simple faculté de lui offrir un emploi dans un autre service.

Sous la réserve de l'éventuel intentement d'une procédure disciplinaire sur la base de faits dont l'administration serait informée de leur survenance, pour autant qu'une infraction disciplinaire puisse être constatée et que la procédure en la matière soit respectée, les principes énoncés ci-avant commandent une solution par laquelle l'intéressé, dans les cas prévus par les articles 7 à 9, soit réaffecté à un emploi ne nécessitant pas une vérification de sécurité.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

1.1. In advies 46.636/2, op 3 juni 2009 gegeven over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot vaststelling van de bijzondere toelaatbaarheidsvereisten voor het personeel nodig voor de organisatie en de invulling van de neutrale calltaking van de alarmcentrales 100, 101 en 112', heeft de Raad van State het volgende opgemerkt:

> "Het ontworpen besluit heeft tot doel te voorzien in de uitvoering van een veiligheidsverificatie voordat de functie van calltaker in de alarmcentrales 100, 101 en 112 wordt uitgeoefend en te bepalen volgens welke frequentie deze veiligheidsverificatie zal worden verricht, te weten om de 5 jaar.
>
> Hierdoor sluit de steller van het ontwerp aan bij de artikelen 22*quinquies* en 22*sexies* van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen.
>
> Artikel 22*quinquies* bepaalt onder meer :
>
> - enerzijds, dat de veiligheidsverificatie vooraf kan worden uitgevoerd 'voor de toelating tot de uitoefening van een bepaald beroep, functie, opdracht of mandaat, of voor de toelating tot de toegang tot bepaalde lokalen, gebouwen of terreinen, evenals voor het bezit van een bepaalde vergunning, licentie of toelating';
>
> - anderzijds, dat het besluit om een veiligheidsverificatie uit te voeren slechts kan worden genomen 'wanneer de uitoefening van een beroep, een functie, een opdracht of mandaat, of de toegang tot lokalen, gebouwen of terreinen, of van het bezit van een vergunning, een licentie of een toelating door een niet-geëigend gebruik schade kan toebrengen aan de verdediging van de onschendbaarheid van het nationaal grondgebied en van de militaire defensieplannen, de vervulling van de opdrachten van de strijdkrachten, de inwendige veiligheid van de Staat, met inbegrip van het domein van de kernenergie, en het voortbestaan van de democratische en grondwettelijke orde, de uitwendige veiligheid van de Staat en de internationale betrekkingen van België, het wetenschappelijk en economisch potentieel van het land, de veiligheid van de Belgische onderdanen in het buitenland of de werking van de besluitvormingsorganen van de Staat'.
>
> De administratieve overheid kan slechts besluiten een veiligheidsverificatie te laten uitvoeren voor zover voldaan is aan de voorwaarden opgesomd in artikel 22*quinquies* van de voornoemde wet van 11 december 1998. De administratieve overheid moet bovendien het besluit dat ze neemt met redenen omkleden en het ter kennis brengen van de overheid bedoeld in artikel 15 van diezelfde wet van 11 december 1998, alsook van de betrokken personen en wel 'ten laatste op het moment dat zij zich kandidaat stellen voor een beroep, een functie, een opdracht of mandaat, of een aanvraag indienen voor toegang tot lokalen, gebouwen of terreinen, of voor het bezit van een vergunning, een licentie of een toelating'.

Hieruit volgt dat een administratieve overheid die besluit een veiligheidsverificatie uit te voeren, hiertoe artikel 22*quinquies* van de voormelde wet van 11 december 1998 in acht moet nemen.

Niets staat er evenwel aan in de weg dat een verordenende tekst bepaalt dat de administratieve overheid er voortaan toe gehouden is om voor een bepaalde functie deze veiligheidsverificatie aan te vragen. In zo'n geval echter moet de steller van het ontwerp in staat zijn aan te tonen dat voor elke betreffende functie voldaan is aan de voorwaarden waarvan het besluit om zo'n verificatie uit te voeren afhankelijk wordt gesteld. Bovendien ontslaat dat aantonen de administratieve overheid niet van de verplichting om elk besluit dat wordt overgezonden aan de overheid bedoeld in artikel 15 van de voornoemde wet van 11 december 1998, met redenen te omkleden.

Daarenboven wordt de aandacht van de steller van het ontwerp erop gevestigd dat artikel 22*sexies*, § 2, eerste lid, van de voormelde wet van 11 december 1998 de overheid bedoeld in artikel 15 van diezelfde wet de mogelijkheid biedt te 'weigeren in te gaan op een beslissing om veiligheidsverificaties uit te voeren indien zij van oordeel is dat deze verificaties niet gerechtvaardigd zijn vanuit een van de belangen opgesomd [...] [in artikel] 22*quinquies*, § 1, eerste lid'. De uitvaardiging van een koninklijk besluit dat voorziet in het systematisch werken met een veiligheidsverificatie zal de overheid bedoeld in artikel 15 van de voormelde wet van 11 december 1998 niet de beoordelingsbevoegdheid ontnemen die haar aldus wordt toegekend door artikel 22*sexies*, § 2, eerste lid, van diezelfde wet.

Indien de steller van het ontwerp bij zijn bedoeling blijft om ter zake een besluit uit te vaardigen, kan hij ten hoogste voorschrijven dat de administratieve overheid voordat de functie van calltaker wordt uitgeoefend een veiligheidsverificatie moet aanvragen.

Bovendien moet hij de bepalingen van het ontwerp correct afstemmen op die van de artikelen 22*quinquies* en 22*sexies* van de vermelde wet van 11 december 1998.

Hij moet dienovereenkomstig aanpassen :

- artikel 2 van het ontwerp, doordat het de toegang tot de functie van call-taker niet afhankelijk mag stellen van het verkrijgen van een positief veiligheidsadvies en bijgevolg van de uitvoering van een voorafgaande veiligheidsverificatie door de overheid bedoeld in artikel 15 van de voornoemde wet van 11 december 1998, aangezien deze overheid, met toepassing van artikel 22*sexies*, § 2, van diezelfde wet, geval per geval kan oordelen dat het besluit van de administratieve overheid niet beantwoordt aan de redenen die luidens artikel 22*quinquies* aanvaardbaar zijn;

- artikel 3 van het ontwerp, in zoverre daarin steeds weer sprake is van een positief veiligheidsadvies, daar de in artikel 15 van de voormelde wet van 11 december 1998 bedoelde overheid kan weigeren een advies te geven.

Wat betreft de arbeids contractanten kan artikel 5 van het ontwerp slechts als enig doel hebben te voorzien in de mogelijkheid om eveneens voor deze categorie van werknemers een veiligheidscertificatie uit te voeren. Een negatief veiligheidsadvies zal dus geen motief kunnen zijn om de arbeidsverhouding zonder vergoeding te verbreken, daar de regels van het gemene verbintenissenrecht inzake ontslag toepassing zullen vinden.

Het is onder voorbehoud van deze algemene opmerkingen dat de volgende bijzondere opmerkingen worden gemaakt".

Dezelfde opmerking geldt *mutatis mutandis* voor het voorliggende ontwerp.

1.2. De strekking van de artikelen 22*quinquies* en 22*sexies* van de wet van 11 december 1998 'betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen' wordt ook door de volgende overwegingen van arrest nr. 151/2006 van het Grondwettelijk Hof van 18 oktober 2006 gepreciseerd:

> "B.9.1. Hoewel het juist is dat de beoordelingsbevoegdheid die aan elke administratieve overheid is toegekend inzake het veiligheidsadvies, ruim is opgevat, is zij geenszins onbegrensd.
>
> B.9.2. In de eerste plaats preciseert artikel 22quinquies, § 1, in het tweede lid ervan, de gevallen waarin een veiligheidsverificatie kan worden verricht om een veiligheidsadvies te verkrijgen. Dat blijkt slechts mogelijk wanneer de uitoefening van een beroep, een functie, een opdracht of mandaat, of de toegang tot lokalen, gebouwen of terreinen, of het bezit van een vergunning, een licentie of een toelating door een oneigenlijk gebruik schade kan toebrengen aan de verdediging van de onschendbaarheid van het nationaal grondgebied en van de militaire defensieplannen, de vervulling van de opdrachten van de strijdkrachten, de inwendige veiligheid van de Staat, met inbegrip van het domein van de kernenergie, en het voortbestaan van de democratische en grondwettelijke orde, de uitwendige veiligheid van de Staat en de internationale betrekkingen van België, het wetenschappelijk en economisch potentieel van het land, de veiligheid van de Belgische onderdanen in het buitenland of de werking van de besluitvormingsorganen van de Staat.
>
> B.9.3. Uit het derde lid van de eerste paragraaf van de bestreden bepaling blijkt vervolgens dat de administratieve overheid haar beslissing met redenen moet omkleden en ze ter kennis moet brengen van de betrokken personen.
>
> De veiligheidsoverheid kan, overeenkomstig artikel 22sexies, § 2, weigeren om in te gaan op een aanvraag tot het verrichten van een verificatie wanneer zij van mening is dat de aanvraag niet gerechtvaardigd is door een van de in artikel 22bis, tweede lid, of artikel 22quinquies, § 1, tweede lid, bedoelde belangen, waarbij die twee voorwaarden, zoals in de memorie van toelichting wordt bevestigd, 'een ernstige rem op mogelijke lichtzinnige aanvragen' vormen (ibid., p. 25).
>
> B.9.4. Ten slotte staat een beroep bij het beroepsorgaan open, niet alleen voor de persoon ten aanzien van wie een negatief veiligheidsadvies is uitgebracht (artikel 4, § 3, van de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, gewijzigd bij de wet van 3 mei 2005 houdende wijziging van de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen), maar ook voor eenieder die van een belang doet blijken om de voorafgaande beslissing waarbij een veiligheidsadvies wordt gevraagd aan te vechten (artikel 12 van de wet van 11 december 1998 tot oprichting van een beroepsorgaan inzake veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen).
>
> B.9.5. De inmenging in het privéleven door de bestreden regeling van de veiligheidsadviezen, is bijgevolg niet onevenredig met het gewettigde doel dat de wetgever inzake veiligheid nastreeft. Die regeling voldoet aan de vereisten van voorzienbaarheid en noodzakelijkheid die de wetgever moet in acht nemen wanneer hij de uitoefening van het recht op het privéleven zoals dat is gewaarborgd bij artikel 22 van de Grondwet, beperkt".

2. Artikel 2 luidt als volgt:

> "Als de Nationale Veiligheidsoverheid besloten heeft dat de veiligheidsverificatie gerechtvaardigd is, met het oog op de toekenning van een functie in de in artikel 1, tweede lid, bedoelde diensten, dan is het verkrijgen van een positief veiligheidsadvies een toelaatbaarheidsvereiste in de zin van artikel 17, § 2, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 'houdende het statuut van het Rijkspersoneel'".

Daaruit kan het volgende worden besloten:

- het staat niet meer aan de voorzitter van het directiecomité te beslissen of degenen die geslaagd zijn voor een vergelijkende selectie over een positief veiligheidsadvies moeten beschikken;

- het is niet denkbaar een betrokkene toe te staan zijn proefperiode aan te vatten daar het bezit van een veiligheidsadvies een toelaatbaarheidsvereiste is.

Artikel 3 van het ontwerp moet dus worden weggelaten.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 4.

3. De artikelen 7 tot 9 bepalen dat een ambtenaar ambtshalve wordt ontslagen wanneer een veiligheidsadvies moet worden "verlengd", en het advies negatief is (zonder dat de betrokken ambtenaar beroep instelt of nadat dat beroep is verworpen indien het is ingesteld), wanneer de ambtenaar niet onderworpen wenst te worden aan een veiligheidsverificatie of daar niet mee instemt, en wanneer een positief advies een vereiste is om te worden toegelaten tot de functie die de betrokkene uitoefent. De overheid heeft dan de mogelijkheid, maar niet de verplichting, de ambtenaar een betrekking aan te bieden in een andere dienst van de FOD Financiën dan die waarvoor het veiligheidsadvies was aangevraagd.

In dit geval zijn beginselen aan de orde die voortvloeien uit het recht op eerbiediging van het privéleven en de verplichting voor de overheid de betrokkenen niet te discrimineren ten opzichte van personen die binnen het bestuur functies vervullen die geen veiligheidsverificatie behoeven. Gelet op deze beginselen is het niet aanvaardbaar dat een negatief advies, de wens niet onderworpen te worden aan een veiligheidsverificatie of de weigering aan een veiligheidsverificatie te worden onderworpen noodzakelijkerwijs tot het ontslag van ambtswege van de betrokkene leidt, waardoor zijn arbeidsverhouding met het bestuur wordt verbroken, met als enige voorbehoud slechts de mogelijkheid dat hem een betrekking in een andere dienst wordt aangeboden.

Onder het voorbehoud dat eventueel een tuchtprocedure wordt ingesteld op basis van feiten waarvan het bestuur op de hoogte zou zijn, voor zover een tuchtrechtelijke overtreding kan worden vastgesteld en de procedure ter zake wordt nageleefd, nopen de hierboven vermelde beginselen tot een oplossing waarbij de betrokkene, in de gevallen bepaald in de artikelen 7 tot 9, wordt overgeplaatst naar een betrekking waarvoor geen veiligheidsverificatie vereist is.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Bernadette VIGNERON Yves KREINS